

Les faux rebonds de l'Ovale

LE rugby possède une importance spécifique en Afrique du Sud : le beau truisme pour introduire la passion qui anime cette partie du monde pour la balle ovale. Le chercheur est parfois porté à exagérer l'objet de ses préoccupations. Mais enfin ici, il est difficile de récuser le terme de passion.

T. McLean, journaliste d'un pays, la Nouvelle-Zélande, qui manifeste pour ce jeu une sainte fureur, en dresse un constat inquiet et impeccable : « *L'Afrique du Sud peut être expulsée du monde du cricket, de l'athlétisme, même du football où les Africains Noirs jouent si bien et les Sud-Africains peuvent endurer le chagrin causé par leur perte de statut international dans ces sports. Mais les seules relations qu'ils ne peuvent pas perdre, disent les dirigeants sportifs, même métis, ce sont celles du rugby. C'est leur seconde religion. C'est tout pour eux* » (1).

Le jugement, pour notre propos, pêche par son ancienneté, 1976. Mais il dit beaucoup : l'exercice du pouvoir rugbyistique par les Afrikaners, le soutien populaire, le boycott international de plus en plus lourd alors, la présence de joueurs non blancs longtemps rejetés par le mépris des puissants.

D'ailleurs le rugby constitue depuis sa naturalisation dans le pays une propédeutique aux responsabilités de tous ordres. Le général Beyers, de la guerre des Boers, joua au siècle dernier dans la sélection du Transvaal. Sir Richard Luyt, fils et neveu de Springboks décrocha en 1938 la « blue » à Oxford, soit la sélection contre Cambridge : il devint après une somptueuse carrière coloniale, recteur de l'Université du Cap. Pieter Koornhoff, plusieurs fois ministre, secrétaire de l'Afrikaner Broederbond, a porté le maillot

de l'équipe première de Stellenbosch. Joueurs provinciaux, voici Eschel Rhoodie (Transvaal) l'homme du Muldergate et Andries Treurnicht, ancien ministre, un temps tête pensante du Broederbond, fondateur du Parti conservateur qui occupa une fois le poste de demi de mêlée des *South Western Districts*. Toujours dans le monde politique, F. Waring, international des années 1930, passa de l'United Party au National Party et fut plusieurs fois ministre ; Dawie de Villiers, vingt-deux fois capitaine des Springboks fut ambassadeur de la République avant de se voir confier plusieurs maroquins. Steve Biko a laissé le souvenir d'un troisième ligne de belle robustesse. Enfin présents au fil des années dans les tribunes comblées des grandes manifestations, les Premiers ministres Smuts, Verwoerd, Vorster, sans parler de l'ancien ministre de la Défense Magnus Malan, frère d'un austère capitaine Springbok, Avril Malan...

Une société éclatée et le rugby

L'organisation sociale du rugby de l'apartheid

En 1960, Harold McMillan, Premier ministre britannique était venu annoncer à l'Union sud-africaine que les vents étaient en train de changer. La proclamation de la République d'Afrique du Sud l'année suivante constitua une réponse cinglante. En quittant le Commonwealth, les Blancs du sud du Limpopo, dans leur majorité, entendaient demeurer dans cette partie du monde et y rester les maîtres. Un moyen pour y parvenir ? L'apartheid, institutionnalisé depuis 1948, sanctionnait le « développement séparé » — et inégalitaire — des Blancs et de ceux qui ne l'étaient pas : Africains, métis (coloured) et Asiatiques. Les Blancs ressortissaient du South African Rugby Board fier de son ancienneté (fondé en 1889), de ses succès internationaux, de son organisation couvrant l'Afrique du Sud, le Sud-Ouest africain et la Rhodésie, aujourd'hui Namibie et Zimbabwe. Seul à posséder la clé des relations internationales, il regardait de haut les réprouvés pour couleur de peau.

Hannes Marais, capitaine Springbok, déclara à un journaliste australien en 1971 : « *Les métis ne s'intéressent pas au sport, semble-t-il. Ils ne jouent pas beaucoup au rugby et au cricket* » (2). De fait, ce groupe racial a sa fédération nationale depuis 1896 : le *South African Coloured Rugby Football Union* puis la *South African Rugby*

(1) T. McLean, *Goodbye to glory, the 1976 tour of South Africa*, 1976, p. 20.

(2) P. Dobson, *Rugby in South Africa, a history, 1861-1988*, Le Cap, 1989, p. 167.

Football Federation. Ses forces résident pour l'essentiel dans la province du Cap, surtout dans sa partie occidentale, mais quelques clubs existent aussi à Kimberley, Johannesburg et Pietermaritzburg (3). La fédération a ses compétitions internes, surtout dans la Western Province, riche, autour de 1960 de quatorze unions locales et presque deux cents clubs. Sa sélection, les Proteas, est enfin admise à l'étranger en 1971.

Les Africains de l'ovale possèdent aussi leur fédération au nom évolutif, *South Africa Bantu Rugby Board*, *South African Rugby Board* enfin *South African Rugby Association* (SARA). Le territoire du pays est pratiquement couvert : Western Province, Eastern Province, Transvaal, Griqualand West... La SARA revendique en 1988 presque 30 000 seniors (4)...

Certes, cette présentation pêche par simplification. L'histoire des fédérations non-blanches retentit d'anathèmes, d'excommunications. Archer et Bouillon l'écrivent sans ambages en 1981 : « *Plonger dans le maquis des associations sud-africaines et le concret de leur histoire ne sera jamais, à quelque simplification qu'on se livre, un voyage de croisière. La complexité dont il s'agit n'est pas de notre fait : elle est celle-là même qui résulte de l'apartheid, dans la pratique, de l'âpre lutte d'influence qui s'y joue aujourd'hui* » (5).

Une sécession du *South African Coloured Rugby Football Board* donna naissance en 1966 à la *South African Rugby Union* (SARU) qui choisit rapidement la lutte politique par le biais d'un rugby a-racial. Ses premiers ressortissants venaient à l'évidence de la communauté métisse, qui reçut rapidement l'appoint de rugbymen noirs, ainsi dans la Eastern Cape et le Boland. Il y eut même un joueur blanc aux portes de la sélection dans l'équipe des Springboks, Cheeky Watson qui, en 1976, avec plusieurs autres joueurs de premier plan de Port Elizabeth, rejoignit les rugbymen du refus. Dannie Craven, la figure emblématique de Stellenbosch le traita « *d'ennemi de l'Afrique du Sud* » (6). Il fut emprisonné et menacé dans ses biens et sa personne. L'expérience tourna court. Watson estima vite que la SARU était plus biaisée politiquement encore que le SARB.

Sous la pression extérieure, SARB, SARFF et SARA décidèrent de fusionner. L'union se fit en 1978 sur une base inégale. Les organisations métisse et noire entrèrent à la vieille fédération sous la fiction de nouvelles provinces. Ainsi donc le SARB passa de 22 unions à 24. A côté du Northern Transvaal, du Boland, témoins d'un passé rude, arrivaient deux instances nouvelles qui

(3) *Ibidem*, p. 168.(4) *Ibidem*, p. 250.(5) R. Archer et A. Bouillon, *Sport et**apartheid, sous le maillot, la race*, Paris, 1981, p. 215.(6) *Australian Rugby*, octobre 1979.

ne risquaient guère de miner les murs du vieil establishment : deux contre vingt-deux !

Les pressions internes et étrangères

La démarche attestait toutefois que le SARB tenait désormais compte des réticences internationales. De Nouvelle-Zélande, des Îles Britanniques, les protestations se faisaient de mois en mois plus acrimonieuses et plus coordonnées. Peter Hain, porte-parole passionné, Denis Brutus, président depuis sa fondation en 1963 du South African Non Racial Olympic Committee avaient lancé au Royaume-Uni un mouvement de protestations de plus en plus larges dans les années 1970.

Les Sud-Africains blancs excipèrent alors du fait que la réorganisation du SARB allait dans le bon sens. Le pays changeait et le rugby était le moteur de l'action. Les exemples ne manquaient pas : en 1978, les services offerts par les clubs étaient ouverts à tous et les Barbarians sud-africains — huit noirs, huit métis, huit blancs — effectuèrent une tournée au Royaume-Uni. L'année suivante, la Craven Week, grande manifestation scolaire s'ouvrait à toutes les races. En 1981, Errol Tobias, entrepreneur métis de Caledon, devenait le premier Springbok non blanc, suivi trois ans plus tard par un mulâtre de la Navy, Avril Williams.

Ces incontestables progrès amélioraient la vitrine. Ils étaient toutefois insuffisants pour les opposants au système. « *Il ne peut y avoir de sport normal dans une société anormale* » : le cri du *South African Council of Sport* (SACOS) et de la SARU posait un problème bien plus important que la mise sur pied d'équipes bariolées. Il affirmait la nécessité d'une Afrique du Sud unie où les hommes seraient de statut identique.

Les *verkrampste* (crispés) haussaient les épaules et affirmaient la ségrégation intangible. Les *verligte* (éclairés) balançaient, pas toujours, dans le sens contraire. Le Dr Koornhoff passait alors pour un d'entre eux. Il affirma encore en 1974 que « *en raison des mailles du passé, il n'y aura jamais une équipe véritablement représentative choisie sur le critère du mérite pour défendre internationalement les couleurs de l'Afrique du Sud* » (7).

Il fallut alors en rabattre. Le rugby sud-africain était victime d'incompréhension, voire d'injustice. Le Dr Craven, après le déplacement des Barbarians multiraciaux au Royaume-Uni, s'adressa à ceux qui disaient que le fait ne changeait rien à l'apartheid : « Mais que pouvons-nous faire de plus ? » Un élève du Diocesan College de Rondebosch se lamenta dans les colonnes de *Rugby World* : « *Les*

(7) Dobson, *op. cit.*, p. 32.

Springboks sont victimes de la politique du gouvernement et ne peuvent jouer contre les représentants des grandes nations du rugby » (8). Paul Dobson, professeur d'histoire dans le même établissement et personnalité de l'ovale, répondit à un critique féroce de l'apartheid, Clem Thomas. L'ancien capitaine gallois avait à la fin 1983 flétri le rideau de fumée derrière lequel le rugby officiel d'Afrique du Sud dissimulait ses demi-vérités et ses vrais mensonges et plaidé pour la poursuite du boycott : « *Si Clem Thomas attend de la fédération du rugby qu'elle exige des changements dans la constitution d'Afrique du Sud comme prix d'une visite dans le pays, c'est qu'il est vraiment naïf. Le rugby n'est pas un remède aussi puissant qu'il le pense* » (9).

Les encouragements de l'étranger entraînaient des attitudes dilatoires. D'abord celles des joueurs de premier plan soucieux de venir en Afrique du Sud se mesurer à un rugby-étalon, sans parler d'incitations illicites mais séduisantes : l'argent du SARB (*South Africa Rugby Board*), enrichi par les libéralités des sponsors nationaux.

Il n'était d'ailleurs plus temps, même pour les *verkrampste*, de faire la fine bouche. Fini le temps où les Maoris étaient bannis des formations kiwies en visite sur les terres du SARB. Au contraire : celui-ci organisa au mépris des ordres de l'International Board une tournée des Barbarians du Pacifique, Fidjiens, Tongiens, Samoans, un Canadien originaire des Îles, à la peau sombre. Le pli avait été pris l'année précédente du mépris de l'illégalité. L'International Board et la fédération néo-zélandaise avaient interdit la tournée des « Cavaliers », soit les Néo-Zélandais en rupture de ban. S. Jones du *Sunday Times* écrit : « *J'ai parlé au téléphone à un All Black récent et lui ai demandé s'il croyait les déclarations des responsables de la tournée rebelle que les joueurs seraient payés seulement selon les règlements de l'International Board, £ 15 par jour. Quand (il eut fini de rire, ma note de téléphone, je pense, avait augmenté de £ 5* » (10).

C'est que le ban imposé à l'Afrique du Sud était plutôt mal vécu par l'ensemble du rugby. Les soutiens internationaux ne manquaient pas. D'abord le niveau des Springboks ; jouer contre eux constituait un honneur inestimable. Albert Ferrasse en apporte une preuve éclatante. Éprouvant pour Craven une fidélité et une confiance totales, il se battit avec un acharnement pervers par la méconnaissance des dossiers pour maintenir les liens avec les SARB. Il aurait pu y regarder à deux fois après s'être fait rouler dans la farine en 1980. Interviewé par France-Inter en novembre lors de la tournée des Tricolores, il avait repris son antienne : les relations

(8) *Rugby World*, février 1978.

(9) *Rugby Post*, janvier 1984.

(10) *Rugby World*, janvier 1986.

rugbystiques contribuaient à la lutte contre l'apartheid. D'ailleurs, il fallait garder raison : « *Derrière la vitre du studio, il y a deux techniciens, un Noir et un Blanc et ils ne se sont pas encore mangés. C'est bien que la situation évolue en Afrique du Sud* » (11). En outre, il vient de se passer quelque chose qui fait chaud au cœur. Tobias le métis a été porté en triomphe à Bloemfontein, conservatoire des *verkrampste*, par des supporters enthousiastes ! On a eu confirmation depuis que le coup avait été monté à des fins de propagande par les services secrets.

Il n'empêche : la situation était bloquée. Craven déclara en 1989 : « *Nous avons ignoré la loi.* » C'est discutable, sauf pour une chose : son défi de 1988. Puisque le retour des Sud-Africains dans la dignité sur la scène internationale passait par des changements radicaux, le président du SARB s'engagea dans une initiative stupéfiante. Après des contacts exploratoires en Europe, il fit en novembre le voyage de Harare pour rencontrer les dirigeants de l'ANC dont le SARU est membre. Peut-être s'agissait-il de sauver du boycott les festivités du centenaire du SARB prévu en 1989. Mais enfin, la démarche était considérable. Elle suscita la fureur du gouvernement et de larges secteurs de l'opinion blanche. Le ministre de l'Éducation, chargé des sports s'appelait Frederick Willem De Klerck. Il déclara qu'il était « *choqué que le président d'une fédération sportive passe par dessus la tête de son gouvernement et discute avec une organisation terroriste. Les Sud-Africains qui prennent de tels contacts encourent certains risques* » (12). De Klerck convoqua le bureau directeur du SARB pour leur « *conseiller de ne pas se faire abuser par l'ANC* » en l'absence de Craven lui-même en voyage à l'étranger. Il s'agissait de susciter une opposition à l'homme fort de Stellenbosch au sein du SARB. Elle vint rapidement. Fritz Eloff, le patron du très conservateur Northern Transvaal, déclara qu'« *il ne parlait pas aux terroristes* » et il fut soutenu par S. Strydom, président du Free State qui n'a jamais été connu pour son libéralisme. Un SARB menacé de sécession ?

L'extrême-droite cria son indignation. Eugène Terr'blanche, le chef de l'AWB (Afrikaner Weerstandsbeweging) y alla de sa colère : « *l'ANC ne joue pas avec des ballons. Est-ce que M. Craven connaît la différence* » ? Il y eut même en 1989 une tentative de sécession politique. Des militants du Parti conservateur en réponse aux initiatives de Craven et d'autres dirigeants de « gauche » (*sic*) tentèrent de mettre sur pied une *South African White Rugby Union* pour retrouver le temps de la séparation des races. « *Nous avons été menés en bateau et menacés trop longtemps par le Dr Craven* », déclara le

(11) Jacques Marchand, *La propagande de l'apartheid*, Paris, p. 207.

(12) *Midi Olympique*, 24 octobre 1988.

fondateur de la nouvelle union, conseiller du Parti conservateur, T.J. Ferreira. Mais la démarche fit long feu.

L'échec de la rencontre d'Harare semblait pour ses résultats immédiats, patent. On put, toutefois, prendre acte de deux points : le sacrilège donnait à l'ANC l'occasion de revenir en plein jour sur la scène politique d'où il avait été banni après Sharpeville en 1960. En outre, il apparut que, dans le milieu sportif, ceux qui comptaient d'abord, les joueurs, souhaitaient vraiment, dans leur majorité, un déblocage de la situation : les rugbymen de la SARU pour évoluer, non plus dans un ghetto de misère et de mépris, mais dans le cadre d'une fédération unique et non raciale, ouverte au rugby du monde ; les joueurs du SARB pour retrouver enfin des contacts internationaux décents. Des Springboks de renom applaudirent des deux mains à l'initiative de Craven, Tommy Bedford du Natal, le libéral, Naas Botha du Northern Transvaal, l'ancien de l'organisation de jeunesse de l'Afrikaner Broederbond, le Ruiterwag.

La presse française qui souvent avait manifesté une flagornerie approximative à l'endroit de Craven fit état d'une de ses déclarations qui disait bien que toutes les ambiguïtés n'étaient pas levées : « *Ma mission de sauver le sport sud-africain est inspirée par des motifs purement sportifs et il n'y a strictement aucune considération politique la dedans* » (13).

Comme si le rugby d'Afrique du Sud, plus que tous les autres n'avait pas été, consciemment ou non, un instrument du débat politique.

De la prise de pouvoir de De Klerk au retour international du rugby sud-africain

Les vents nouveaux

Frederick De Klerk qui avait censuré Craven pour la rencontre de Harare remplaça comme Premier ministre P.W. Botha en 1989. Il était catalogué comme un dur du Parti national avec une apparence plus déliée que son prédécesseur. Les observateurs étrangers notaient, sans s'attarder sur l'importance des liaisons familiales voire claniques en Afrique du Sud, que son frère « Wimpie » était un leader des Afrikaners libéraux qui développaient des réflexions hardies sur les relations raciales.

Le nouveau chef de l'État annonça, à sa prestation de serment, le 20 septembre, un changement radical : la marche vers une « nou-

(13) *Ibidem*, 10 octobre 1988.

velle Afrique du Sud », débarrassée des discriminations raciales. Il entérinait, en quelque sorte, la démarche de Craven une année auparavant. Comme lui, il avait dressé le constat que le pays, faisant fi des avis de l'étranger, s'était engagé dans une impasse.

Après les travaux exploratoires de 1988, le rugby pouvait songer à son unification. Les premiers contacts avaient engendré des déceptions : le SARB tenait à garder son pouvoir et s'inquiétait d'une balance numérique à venir favorable aux métis et aux noirs de son organisation et de la maison d'en face. Ebrahim Patel, président de la SARU traînait des pieds et mettait en doute la sincérité du SARB quant à son travail égalitaire pour tous devant le ballon ovale.

Les négociations ne pouvaient être que difficiles en raison des incertitudes des partenaires. La SARU affirmait « *qu'elle représentait 99 % des opprimés qui jouaient au rugby dans le pays* » (14). Une enquête de l'ambassade d'Australie en 1988 avait conclu à une vie quotidienne difficile en raison des conditions matérielles et financières : absence d'aides, organisation politique et sociale défaillante et ses conséquences, inégalité dans « *tous les aspects de la vie, santé, éducation, logement, emploi, sécurité sociale, loisirs* ».

Pour masquer sa faiblesse et l'utiliser dans le même temps, la SARU appliqua une politique de silence et de changement de pied. Elle refusa de donner suite, par exemple, aux demandes de Paul Dobson, professeur au Diocesan College de Rondebosch chargé de publier l'histoire du rugby sud-africain. Pour la première fois, l'intérêt était porté, dans une publication officielle, sur rugbymen non-blancs. Dobson dut se contenter de publier des articles, d'ailleurs sérieux sur le SARFF et la SARA. Patel refusait de rencontrer les enquêteurs du SARB et de donner le moindre chiffre sur son organisation. De fait, les estimations pèchent par imprécision : de 65 000 à moins de 20 000 joueurs. Des allers et retours entre SARFF et SARA d'une part et SARU de l'autre compliquent la recherche statistique. Voilà une démarche de démunis, mais la pauvreté peut être une arme efficace.

Le SARB ne donnait pas non plus l'image de la netteté parfaite. Il ne sut pas quelquefois abandonner les habitudes du bon vieux temps. En 1990, le président Ferrasse envoya en Afrique du Sud un enquêteur chargé de prouver la justesse des positions passées, présentes et à-venir du président Ferrasse. Henri Gâtineau, ancien rédacteur en chef de *Midi Olympique* parcourut le pays de « *Johannesburg à Bloemfontein via Durban, Port Elizabeth, Pretoria, Capetown et George* ». La première ligne du rapport relève du pittoresque : « *Le rugby sud-africain est mieux que multiracial.* » Pris

(14) *Libération*, 2-3 septembre 1989.

en charge avec une courtoisie exquise par les dirigeants du SARB, le journaliste français vit ce qu'on souhaitait qu'il vît. Ses articles, truffés de fautes d'impression constituent un panégyrique du SARB et de l'État.

L'essentiel n'y était pas : la SARU refusa de rencontrer Gâti-neau ; le Dr Jacot au Natal, Ebrahim Patel à Johannesburg firent de même. Mais était-ce important ? « *Selon nos informations recou-pées à diverses sources, l'explosion couve à la SARU où plusieurs ten-dances politiques s'affrontent, encore plus dures que l'ANC* » (15).

Tout allait donc si bien au sein du SARB ? Michael du Ples-sis, Springbok officiel et impeccable s'était pourtant exprimé crû-ment dans *Midi Olympique* : le drapeau qu'on déploie, l'hymne qu'on joue aux rencontres internationales ne sont pas ceux de toute l'Afrique du Sud. D'où son refus de les respecter avant les mat-ches de la sélection mondiale au centenaire du SARB (16).

Les murs de la vieille maison tremblaient déjà des affrontements entre factions. Dannie Craven fit, en 1987, expulser du comité direc-teur du SARB Daan Nolte et Boetie Malan, respectivement prési-dent de l'Eastern Transvaal et du North East Cape pour avoir fait acte de candidature du Parti conservateur aux législatives. Le pre-mier remporta d'ailleurs le siège de Delmas et poursuivit le Prési-dent de ses critiques vigilantes. Ce n'était pas la première fois que Craven devait faire avec les contingences politiques. Au début des années 1970, il avait dû esquiver les coups du Broederbond qui voulait l'évincer au profit d'un de ses affidés et une partie de son exercice du pouvoir était de tenir sous contrôle Fritz Eloff de Pre-toria et Steve Strydom de Bloemfontein, porteurs de morceaux de la vraie croix de la doctrine de l'apartheid.

Autre querelle d'influence, celle opposant les deux hommes d'affaires afrikaners probablement les plus heureux du pays. Jan Pickard, Springbok des années 1950 a réussi dans les affaires (vins, viande, hôtellerie) et l'administration sportive : il est président de la puissante Western Province depuis 1981. Diplômé de Stellen-bosch, gendre du Dr Dönges, le ministre qui organisa de façon impi-toyable l'apartheid sportif dans les années 1950, « génie financier », on peut le tenir pour un conservateur moderne. Louis Luyt, lui, déconcerte l'observateur européen. De modeste origine — son père était cheminot — il connut une superbe ascension sociale : de repré-sentant de commerce à magnat de la bière et des engrais (Triomf). Dur au mal, il a porté le maillot de l'Orange Free State, ce qui n'est pas rien, et depuis 1985 assume la présidence du Transvaal. Sa trajectoire publique étonne. Il fut d'abord compromis dans le « *Committee for Fairness in Sport* » qui dans les années 1970 orga-

(15) *Rugby*, n° 908, 909, 910, 1990.

(16) *Midi Olympique*, 4 septembre 1989.

nisa de formidables campagnes publicitaires pour affirmer que déjà l'intégration du sport était réalisée ou sur le point de l'être et trempa quelque peu dans le « Muldergate » en prenant des responsabilités au *Citizen*, journal pro-gouvernemental en anglais et financé par les fonds secrets. L'expérience le fit-il changer ? Toujours est-il que Luyt s'éloigna du Parti national. En mars 1987, il déclara qu'il ne voterait plus pour ses candidats et qu'il cessait toute contribution à son financement. Deux ans encore, et le voici engagé dans la démarche politique de réunir les forces libérales. Le mensuel anglais *Rugby World* utilise même l'expression de « *parti de gauche* » (17). Voilà qui explique sa présence aux conférences préparatoires et à la réunion de Harare avec Craven.

Pickard et Luyt campent sur leurs positions et ne s'adressent guère la parole. Un de leurs points de discordance réside alors dans les tournées étrangères dans le pays. Pickard refuse les tournées non-officielles pour éviter la mise au ban de l'Afrique du Sud par l'*International Board*. Luyt choisit le risque, car le problème est plus général : c'est celui de l'organisation du pays au début des années 1990.

Des clans donc à l'intérieur du SARB et des tensions exacerbées par l'inquiétude du lendemain. Comment donc pourraient être unanimes sur un sujet aussi angoissant des hommes comme Johan Claassen, professeur à l'université de Potchefstroom, austère calviniste, glacé par la timidité et ses certitudes et Mourné Du Plessis, lui aussi ancien capitaine Springbok — le titre est prestigieux — qui, en rupture avec son milieu, demanda la poursuite du boycott du rugby de son pays avant la fin de l'apartheid ? Et ajouta : « *les non-Blancs tiennent une partie de notre destin ?* » (18)

Assurément une société éclatée et le prix à payer de la division des hommes...

Les négociations entre SARB et SARU piétinèrent longuement en 1991 et la presse internationale souffla des nouvelles de déception et d'espoir. Pas question tout de suite pour la SARU et l'ANC d'accepter le retour de l'Afrique du Sud dans l'arène sportive, pas de tournées rebelles, c'est-à-dire sans l'aval de tous : pas de Roumains ni de ces Français qui s'étaient proposés de fêter avec anticipation chez eux le retour des fils prodigues. L'annonce de l'union fut plusieurs fois différée jusqu'à la fin de l'année où on apprit que les conditions étaient à peu près réunies pour la création d'une *South African Rugby Football Union* (SARFU), nouvelle fédération pour de nouveaux temps. L'ANC possède en son « ministre des sports », Steve Tshwete, un négociateur soucieux de réussir parce qu'un rugby multiracial possède, pour l'étranger, valeur de victoire. En décembre, l'avis est donné par le SARB puis la SARU des fian-

(17) mars 1989.

(18) *Daily Express*, 11 avril 1991.

çailles pour des épousailles dans le trimestre suivant : mariage à l'essai en quelque sorte avec une période probatoire de deux ans pour réaliser la fusion des deux comités directeurs afin d'arriver à terme, à la mise en place d'un organe exécutif de neuf personnes. Le rugby sud-africain a désormais deux co-présidents : Dannie Craven et Ebrahim Patel.

1992

Cette réorganisation s'inscrit dans un mouvement plus vaste qui ne concerne pas uniquement le mouvement sportif. La seule communauté blanche donna lors du référendum du 17 mars son aval à De Klerk pour tourner le dos au passé. Les cricketeurs sud-africains réadmis depuis 1991 dans le concert des nations participaient alors à la Coupe du Monde en Nouvelle-Zélande : ils se firent les porte-parole de l'Afrique du Sud nouvelle. Si le non l'emportait, ils abandonnaient le tournoi en protestation.

La réunion des sportifs était dès lors plus que permise : obligatoire. Football et athlétisme, il est vrai, avaient déjà donné beaucoup au refus de l'apartheid. Il ne s'agit pas toutefois de croire que tout est réglé. Tant demeure à faire ! Prenons d'abord le cas de la sélection nationale. Elle est appelée, sauf accident, à retrouver le cours des rencontres officielles : contre l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la France, l'Angleterre... Comment appeler ses membres ? L'ancien SARB voudrait garder le Springbok comme emblème. Mais pour beaucoup la petite antilope apparaît trop chargée d'un passé à oublier. Il semble que l'on se dirige vers la Protea, une fleur d'Afrique méridionale qui ornaît déjà le maillot des sélectionnés de l'ancienne SARFF : une solution de compromis plus qu'un credo.

John Robbie, ancien international irlandais, désormais journaliste à Johannesburg propose dans le numéro de juin 1992 une équipe vraisemblable d'Afrique du Sud. Elle ne présente rien de changé par rapport au passé : sur les quinze prétendants, un seul possède un patronyme britannique (McDonald), les autres s'appellent Joubert, Botha, Du Plessis, Hendriks, Geldenhuys... Les provinces représentées sont comme naguère, le Transvaal (cinq), la Eastern Province, le Northern Transvaal et l'Orange Free State (deux). Le Natal donne quatre joueurs tous formés par le rugby afrikaner, deux anciens étudiants de Bloemfontein, un passé par la *Rand Afrikaans Universiteit* de Johannesburg et le dernier en provenance de Potchefstroom. Quinze blancs, aucun noir.

Aucun favoritisme toutefois. Le terrain à regagner par les non-Blancs est considérable. Jusqu'en 1977, SARFF et SARA ont vécu avec des aides dérisoires. Seul le SARB touchait, directement et

indirectement, des aides officielles et ses sponsors bénéficiaient d'importantes déductions fiscales incitatives. La fusion entre SARB et SARU signifie donc pour les hommes de cette dernière l'accès aux subventions et une possibilité d'une hardie politique sociale : pas demain, pas bientôt, tout de suite. D'où au printemps 1992, les premières tensions entre les deux anciennes parties. La question de la tournée en Roumanie et en Italie prévue d'abord pour juin 1992 permet d'appréhender les crises latentes. La SARFU est partagée en deux : il y a ceux qui pensent avec le Dr Craven que les tournées hors du territoire national sont capitales ; les autres qu'il est impératif de mettre en ordre la maison en organisant l'égalité des chances pour tous. Le *National Olympic and Sports Committee* (NOSC) animé par des militants de l'ANC obtint l'annulation de la tournée au profit d'un travail de pénétration de l'ovale dans les zones défavorisées.

La réaction de Naas Botha atteste du fossé à combler. Le demi d'ouverture Springbok protesta avec vigueur. Pour la reprise des relations internationales, il fallait absolument « *quelques matches de préparation* » qui lui semblaient ainsi plus importants que la mise en place de structures nouvelles et ouvertes à tous.

L'exercice d'un pouvoir à deux est gros de difficultés. D'autant que ne manquent pas les interventions étrangères qui laissent perplexe. Ainsi, à grand renfort de trompes, l'ambassadeur britannique remet à l'automne austral, aux deux présidents Craven et Patel un chèque de 125 000 rands pour le développement du rugby des enfants des zones défavorisées. L'argent manquerait-il désormais dans l'ovale défavorisée ? Ou s'agit-il de prendre date ?

Les événements de juin 1992 jettent de nouveau l'inquiétude, après la poussée de l'optimisme béat de mars. Les laborieuses négociations entre le Parti national et l'ANC, les menaces de rupture, le massacre de Boipatong, la place de l'Inkhata, les impatiences de l'étranger, l'angoisse rampante des citoyens dans le pays, comment donc le sport pourrait-il mener une vie paisible dans la conscience claire d'un avenir assuré ?

L'athlétisme sud-africain a effectué sa rentrée sur les pistes du continent à Jakar, Bloemfontein, Windhoek et le Comité national olympique, après avoir hésité après Boipatong, envoie une sélection à Barcelone. Le football reçoit au début juillet la formation du Cameroun avec une sélection multiraciale. Les journaux blancs y prêtent moins garde que le *Sowetan* et consacrent plus de place à la préparation de l'équipe nationale de Rugby. L'ANC après avoir hésité ne met pas d'obstacles à la visite de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, ce qui n'était pas assuré après Boipatong. On a l'impression que l'essentiel pour l'heure, se joue au jour le jour.

L'arrivée des rugbyemen sud-africains en France au début de l'automne 1992 a ouvert les vannes journalistiques d'un torrent

d'informations approximatives. Et le ministre des Sports, Frédéric Bredin, dans une déclaration officielle a donné la mesure de sa méconnaissance du dossier du rugby dans cette partie du monde en critiquant le fait que l'équipe sud-africaine n'était pas multiraciale. Il est vrai, pour des raisons diverses, les Sud-Africains n'ont jamais été des parangons de l'information ouverte.

L'histoire du rugby blanc est celle d'une conquête méthodique, obstinée des instances sportives par les Afrikaners. D'ailleurs, dans le groupe en visite cette année en France, je compte 6 anglophones — dont un né à Londres — sur les 30 joueurs. Si Stellenbosch ne donne que deux hommes, la Rand Afrikaanse Universiteit en fournit 5 ! Sans parler des 2 représentants de l'université de Pretoria et celui du Potchefstroom Universiteit Kollege... Et je note que, dans le numéro de *Sud-Ouest* du 2 octobre 1992, Dannie Craven, à l'ascendance britannico-boer, s'affirme ouvertement afrikaner et fils de pasteur de l'Église réformée néerlandaise, ce que je n'ai pas souvent lu dans ses déclarations précédentes : il préférerait alors se déclarer tout simplement Africain du Sud. Ce qui explique, pour partie, qu'il était en butte à la méfiance sourde, parfois à l'opposition violente de l'Afrikaner Broederbond comme du Parti conservateur et de l'AWB.

Je ne peux m'empêcher de faire le rapprochement avec la situation du rugby d'Irlande. Les catholiques, d'abord absents des terrains et des instances dirigeantes sont, au fil des décennies, devenus majoritaires au point d'imposer que tous les matches internationaux se déroulent à Dublin, sous le drapeau tricolore et après l'exécution de l'hymne anti-britannique de la République d'Irlande. Pas plus qu'en Afrique du Sud, le concept de la séparation en deux groupes des hommes n'est aisé à définir.

Restent les Non-Blancs. Le rugby a fonctionné longtemps selon le schéma ethnique d'usage, puis constitutionnel après la prise du pouvoir par les Afrikaners nationalistes. Bien sûr, depuis la fusion de toutes les organisations dans une nouvelle *South African Rugby Football Union* pour une nouvelle Afrique du Sud, les fédérations « raciales » ont cessé d'exister. Mais les vieux modes de pensée demeurent. Je cite encore Danny Craven dans *Sud-Ouest* du 2 octobre 1992 : « *Il y a aujourd'hui de nombreux changements dans les différentes communautés africaines. Les Zoulous, pour la première fois, ont formé une équipe, alors que les Xhosas y jouent depuis longtemps. Les Sothos, eux, n'y ont jamais joué.* » Alors, comme mode opératoire d'unification d'un pays tourmenté par ses divisions, faut-il avoir recours à des concepts qui semblent à la fois erronés et dangereux ?

La République d'Afrique du Sud s'est donné le défi d'abolir toutes les barrières raciales. Le rugby peut-il y contribuer ? La tâche est effrayante : du passé — et quel passé ! — faire table rase ! Les différentes « ethnies » peuvent-elles y contribuer ? Probablement, à

la condition que l'Afrique du Sud offre à ses enfants les mêmes possibilités. Ce jour-là, il est vrai, y aura-t-il encore des ethnies dans le rugby ? Après le temps du mépris, viendra-t-il celui de la pédagogie sportive ? Dans un sport où il faut se maîtriser assez pour faire la part entre la violence nécessaire et la brutalité illégale ?

Jean-Pierre Bodis

Université de Pau et des pays de l'Adour